



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : GENERAL

E/ECA/PSD.8/2

18 mars 1994

FRANCAIS

Original : ENGLISH

47137

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Huitième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes**

Addis-Abeba, 21-26 mars 1994

LES TENDANCES ECONOMIQUES DE L'AFRIQUE AU DEBUT DE L'ANNEE 1994

1. Aperçu

1. La croissance économique a été réduite de façon marquée en 1993, dans la plupart des pays en développement. Selon les estimations les plus récentes de la CEA, le PIB de l'Afrique en développement a augmenté de 1,4 % seulement, après le décevant taux de 0,7 % en 1992 et un taux moyen de 1,5 % seulement durant la période 1990-1992 (voir le tableau 1 ci-après).

Table 1
African economic indicators
(percentage growth)

	1990	1991	1992	1993
Croissance du PIB de 1990				
Afrique en développement	1.9	2.0	0.7	1.4
Afrique du Nord ¹	2.0	1.9	1.5	0.1
Afrique Subsaharienne	1.7	2.1	0.5	2.0
Exportateurs du pétrole	1.9	2.1	1.7	1.0
Non-exportateurs de pétrole	1.8	1.8	-0.7	1.9
PMA Africains	0.7	0.7	-0.1	2.9
Valeur ajoutée agricole (prix de 1990)	-0.3	4.1	-0.7	1.5
valeur ajoutée minière (prix de 1990)	6.3	4.2	0.3	-1.0
Production pétrolière (millions de tonnes)	319.5	335.1	339.8	333.0
Prix à la consommation (1990=100)	15.2	30.3	40.1	35.5
Prix du pétrole (brut, \$/b)	23.99	19.99	19.34	17.66
Cours des produits de base (1990=100) ²	-4.0	-3.0	-5.1	-6.4
Exportations (milliards \$)	75.5	74.5	73.7	71.7
Importations (milliards \$)	72.4	71.5	74.6	74.5
Balance des comptes courants (milliards \$)	2.5	-4.2	-6.1	-12.4
Service de la dette(%)	25.8	25.6	23.7	...

Notes: 1/ Avec le Soudan.

2/ Sans le Soudan.

2. Ces résultats s'expliquent en partie par la récession en Europe, le principal partenaire économique de la région, ils contrastent cependant fortement avec ceux d'autres pays en développement, en particulier ceux d'Asie dont la Chine. Dans l'ensemble, la production des pays en développement a enregistré une croissance importante de 5,5 % en 1993 et en Chine, le chiffre était très important, 13 % après avoir été de 12,8 % en 1992.

3. Les mauvais résultats des économies africaines depuis 1990 sont habituellement imputées à des causes bien connues telles que la faible demande des exportations africaines, qui a en fait entraîné des baisses importantes des cours des produits de base : en 1993 les cours sont tombés de 2,6 % après une baisse de 3,4 % en 1992. Les prix des boissons tropicales ont atteint des taux faibles record en 1992 et n'ont diminué que de façon modérée en 1993 en raison des mesures prises par les producteurs pour réduire l'offre. Les prix pétroliers, eux, ont chuté pratiquement tout au long de l'année 1993, se situant à un peu plus de 13,5 dollars le baril de pétrole qualité Brent au début de 1994.

4. Une autre cause bien connue a été la sécheresse, qui a fortement touché les pays de Maghreb en 1993, encore que les conditions climatiques soient redevenues normales en Afrique australe, région qui avait connue en 1992/93 la pire de ses sécheresses.

5. Mais, comme en 1992, des conflits intérieurs d'intensité diverse, d'un pays à l'autre, ont aussi été un élément important. Si dans certaines régions, des conflits armés subsistent ou ont éclaté (Angola, Burundi, Rwanda, Libéria ou Sierra Leone), dans d'autres les conflits politiques ont paralysé, plus ou moins les institutions et partant l'économie. L'exemple à citer est le Zaïre où la crise politique qui a commencé en 1991 avec des revendications pour un changement "démocratique", n'est toujours pas réglée et a entraîné des émeutes partout et des luttes inter-ethniques dans certaines régions du pays. L'économie du Zaïre s'est rapidement détériorée et des dégâts très sérieux ont été causés aux usines et à l'équipement dans l'industrie minière vitale. Cependant, au Congo voisin, le conflit entre le gouvernement et l'opposition a été aussi particulièrement grave. En Afrique du Nord, la tension est aiguë en Afrique et même en Egypte où le secteur du tourisme est en butte aux attaques de groupes extrémistes. Ces faits ont, dans tous les cas, eu un effet négatif profond sur l'activité économique.

6. Cependant, les obstacles structurels à la croissance tels que la faiblesse du savoir-faire, la lenteur de la diffusion et l'inégale répartition des technologies modernes, l'existence d'institutions ne s'intéressant pas aux activités productives, l'exiguïté des marchés nationaux, etc... sont les principaux facteurs de la stagnation et de la récession des économies africaines au cours de la dernière décennie.

2. Principaux secteurs économiques

a) Agriculture

7. Il y a eu un redressement de la production agricole en 1993, particulièrement en Afrique australe où une sécheresse exceptionnelle avait frappé l'année précédente. Un bon indicateur du niveau de production est la production céréalière globale, laquelle en 1993 a atteint 82,8 millions de tonnes après être tombée à 79,5 millions en 1992. En Afrique australe, la production a dépassé son niveau de 19,6 millions de tonnes en 1991, atteignant 23,1 millions de tonnes après avoir été de 9,8 millions de tonnes seulement en 1992. Cependant, la sécheresse a été sévère dans les pays du Maghreb en 1993 et au Maroc, la production est restée faible pour la deuxième année consécutive, la production céréalière n'étant que de 2,9 millions de tonnes, moins que le tiers des 8,7 millions de tonnes enregistrées en 1991.

8. En dépit de meilleures récoltes en 1993, il y a toujours des pénuries alimentaires graves dans de nombreuses régions. En Angola, des combats violents se poursuivent depuis la fin de 1992, avec des millions de ruraux déplacés et la famine sévissait dans plusieurs régions. En Somalie, une meilleure récolte et une aide alimentaire massive ont permis de maintenir la situation alimentaire, encore précaire cependant, à un niveau stable.

9. Selon la FAO, les besoins en aide alimentaire en 1993/94 sont demeurés élevés, comparés à la période 1992/93. Les informations les plus récentes indiquent cependant qu'il

ya eu une diminution des récoltes en 1993/94 dans la Corne de l'Afrique et qu'il y a un risque sérieux de pénuries alimentaires. En outre, la guerre civile au Rwanda et au Burundi a entraîné une crise alimentaire, une situation similaire existant au Liberia et en Sierra Leone. Au Zaïre, l'hyperinflation fait qu'il est difficile à la population de se procurer de la nourriture.

b) Pétrole et mines

10. La production pétrolière a, apparemment baissé en 1993, se situant, selon les estimations à 333,1 millions de tonnes contre 339,8 millions en 1992, soit 2,3%. Cela s'explique par les réductions imposées par l'OPEC, les limites de capacité, l'effet de la guerre civile en Angola où certaines régions pétrolifères ont été prises par les forces rebelles, et par des baisses de production, comme au Cameroun et en Tunisie. Pour la première fois depuis des années, la production des pays non membres du cartel, est tombée à 93,4 millions de tonnes alors qu'elle avait été de 95,4 millions en 1992. Au Cameroun la production a été de 6,4 millions de tonnes, ce qui représente une forte diminution par rapport aux 8 millions de tonnes en 1989.

Tableau 2
Production de pétrole brut de l'Afrique en
développement, 1989-1993
(million de tonnes)

Country/Group	1989	1990	1991	1992	1993E
Algeria ¹	55.48	58.10	62.00	61.50	60.76
Gabon	10.22	13.49	14.71	14.78	14.73
Libyan Arab Jamahiriya	55.28	69.72	74.34	73.97	68.47
Nigeria	83.66	88.64	93.06	94.16	94.75
Sub-total OPEC members	204.81	229.96	244.04	244.41	238.71
Angola	22.64	23.65	24.90	27.39	26.50
Cameroon	8.00	8.06	7.47	7.39	6.38
Congo	7.39	8.06	7.96	8.23	8.66
Côte d'Ivoire	1.52	0.99	0.66	0.44	0.44
Egypt	42.00	43.82	43.93	44.23	44.68
Ghana	0.10	0.80	0.75	0.85	0.85
Tunisia	4.92	4.60	5.26	5.60	4.74
Zaire	1.36	1.42	1.37	1.30	1.16
Sub-total non-OPEC	87.92	91.39	92.40	95.43	93.41
Total developing Africa	292.73	321.35	336.44	339.84	332.12

Sources : ONU, Monthly Bulletin of Statistics, divers numéros
OPEC, Annual Report, divers numéros et secrétariat de la CEA

Notes : 1/y compris les condensés
E Estimations

11. la tendance à la baisse de la rproduction minière s'est maintenue en 1993. Au Zaïre, les dégâts causés à l'équipement dans la province du Shaba ont été considérables et selon certaines articles de presse, il se pourrait qu'il n'y ait pas de production de cuivre du tout en 1994. En 1993, la production de cuivre a été inférieure à 200 000 tonnes pour une capacité

d'au moins 500 000 tonnes, La production de cobalt du Zaïre qui était de 14 500 tonnes en 1986 s'est située autour de 3 000 - 4 000 tonnes en 1993.

3. Commerce et finances

12. Pour les exportations, les résultats n'ont pas été bons en 1993, en raison de la faiblesse de la demande extérieure et du ralentissement de la croissance économique. En valeur, les exportations ont peut-être baissé de 2,7% , se situant à 72 milliards après avoir diminué de 1,1% en 1992. La plupart des prix des produits de base ont chuté, de 3,8% en 1993 pour les produits de base autres que le pétrole, contre 0,2% seulement en 1992. L'indice de la CEA des prix de gros des exportations africaines (pétrole non compris), montre une baisse important de 6,4% contre 5 en 1992. Les prix des boissons se sont redressés en 1993, à partir du troisième trimestre après que les producteurs eurent pris des mesures pour l'offre. Si les cours du cacao n'ont augmenté que légèrement (1%), ceux du café par contre ont augmenté considérablement, de 22,2% (café ougandais) pour atteindre en moyenne 44,1 cents par livre.

13. Les cours des matières premières agricoles ont aussi été stables mais les minéraux ont vu leurs cours baisser du fait de la récession des économies des pays industrialisés.

Table 3
Primary commodities prices
(index 1990=100)

	1989	1990	1991	1992	1993 ¹
Food	89.3	100.0	103.7	100.2	98.7
Beverages & tobacco	111.3	100.0	94.5	88.6	87.5
Agricultural raw material	95.8	100.0	95.9	86.5	84.5
Metals and minerals	96.1	100.0	98.3	96.8	82.6
Crude oil	75.9	100.0	83.8	80.6	73.8
Overall index	82.8	100.0	86.6	83.4	76.6
Overall index (without oil)	104.2	100.0	97.0	92.1	86.2

Source: ECA calculations from IMF, International financial statistics and UN, Monthly Bulletin of Statistics.

Note: 1/ Based on first 8 months.

14. Les prix du pétrole montrent une tendance à la baisse depuis le début de 1993 et ce en dépit des mesures prises par l'OPEP pour stabiliser les prix. A la fin de l'année, les prix du pétrole étaient tombés à presque 13,5 dollars le baril de brut qualité Brent et ont, en moyenne baissé de 12% par rapport à leur niveau de 1992.

15. Les importations sont estimées à 74,5 milliards de dollars en 1993, soit 4,5% de plus qu'en 1992, ce qui signifie que la balance commerciale s'est détériorée. En fait, le déficit du compte des opérations courantes est de l'ordre de 12,4 milliards de dollars, soit le double du déficit de 1992 (6,1 milliards de dollars, ce qui représentait presque 2% du produit brut de la région.

16. Il n'y a encore pas de chiffres complets sur les flux de ressources nets vers la région durant 1993. Selon l'OCDE, ces flux sont restés, en volume, pratiquement au même niveau qu'en 1991-1992, montrant une baisse importante de 16% par rapport à 1990. Selon la Banque mondiale, les flux de ressources nets étaient de 21,9 dollars en 1993, soit un accroissement de 5,3% mais exprimé en prix constants et les données de la Banque mondiale ne sont pas strictement comparables à ceux de l'OCDE. Dans tous les cas, aux prix courants, les données de la Banque mondiale montrent un accroissement des flux nets, de 1985 jusqu'en 1990 et puis une importante diminution.

17. La dette qui a diminué en 1992 du fait de la réduction de la dette de l'Egypte et de l'incapacité relative des pays de l'Afrique subsaharienne à obtenir de nouvelles ressources, a augmenté en 1993 de 2,4% pour atteindre 285,4 milliards de dollars. Autrement, il n'y a pas eu de changement fondamental en ce qui concerne les indicateurs de la dette : net allègement du fardeau de la dette en Afrique subsaharienne où le coefficient du service de la dette est passé à 13,2% en 1993 contre 19,5% en 1990 et le ratio de la dette aux exportations de biens et services est maintenant de 310,6% contre 313% en 1992. Cette situation contraste avec celle de l'Afrique du Nord (y compris le Soudan) où le fardeau du service de la dette s'alourdit, particulièrement en Algérie.

Table 4
Africa's external debt and debt service, 1990-1993

	1990	1991	1992	1993*
Total external debt (billion of dollars)				
Developing Africa	276.7	281.6	278.8	285.4
- North Africa ^a	119.5	119.0	117.0	118.9
- Sub-Saharan Africa	157.2	162.6	161.8	166.5
Debt Service (billions of dollars)				
Developing Africa	26.7	25.8	25.5	24.1
- North Africa	16.0	15.5	15.8	17.0
- Sub-Saharan Africa	10.7	10.3	9.7	7.1
Exports of goods & services (billions of dollars)				
Developing Africa	102.0	95.2	97.0	98.8
- North Africa	47.1	42.3	45.3	45.2
- Sub-Saharan Africa	54.9	52.9	51.7	53.6
Gross domestic product (billions of dollars)				
Developing Africa	357.5	334.4	314.4	
- North Africa	192.3	179.0	173.9	
- Sub-Saharan Africa	176.4	166.3	151.3	
RATIOS (in percent)				
Debt to GDP				
Developing Africa	77.4	84.2	88.8	...
- North Africa	62.1	66.5	67.3	...
- Sub-Saharan Africa	89.1	97.8	106.9	...
Debt to goods & services exports				
Developing Africa	271.3	295.8	287.4	288.9
- North Africa	253.7	281.3	258.3	263.1
- Sub-Saharan Africa	286.3	307.4	313.0	310.6
Debt service to goods & services exports				
Developing Africa	26.2	27.1	26.3	24.4
- North Africa	34.0	36.6	34.9	37.6
- Sub-Saharan Africa	19.5	19.5	18.8	13.2

Sources: World Bank, World Debt Tables, 1993-1994, December 1993; and ECA Secretariat calculations.

Notes: (*) = Preliminary estimates

a = including the Sudan

18. Il faut garder à l'esprit cependant que le fardeau de la dette demeure une question brûlante et que certains grands pays tels que le Zaïre ont cessé d'honorer leurs obligations et il se pourrait qu'il ne soit plus en mesure de le faire à l'avenir.

4. Politiques et perspectives

19. Aucune innovation majeure n'est apparue dans les politiques économiques durant 1993, si ce n'est un "approfondissement" des mesures d'ajustement dans la région. C'est ce qui s'est notamment passé dans les pays de la zone franc où les problèmes financiers étaient particulièrement aigus et où les gouvernements ont pris des mesures extrêmes pour équilibrer les budgets. Ainsi au Sénégal, les traitements des agents de la fonction publique ont été réduits et des mesures similaires, encore plus radicales, ont été prises au Cameroun. Au début de février 1994, les pays de la zone franc ont finalement convenu de dévaluer leur monnaie, fixant sa parité à 100 FCFA pour 1 Franc français contre 50 FCFA = 1 Franc auparavant, soit une dévaluation de 50%. Cette mesure draconienne, prise sous une pression considérable du FMI et de la Banque mondiale et seulement après que le Gouvernement français eut assuré ses partenaires africains de son appui, a eu un effet immédiat et considérable sur les prix et sur les revenus des ménages, un doute total planant sur ses effets à long terme.

20. Le Gouvernement algérien a renouvelé ses politiques de libéralisation en acceptant un rééchelonnement de sa dette, il y a eu apparemment un revers au Nigéria où les autorités ont, au début de 1994, fixé les taux de change à un niveau beaucoup trop élevé par rapport à ceux du marché, réinstitué le contrôle des changes et laissé les prix du pétrole à un niveau exceptionnellement bas (avant novembre 1993, les prix du pétrole étaient de 3 cents le litre).

21. Les perspectives économiques en 1994 sont incertaines et il y a peu de raisons d'être optimiste. Une tendance inquiétante est la généralisation et la persistance des conflits politiques dans la région, pratiquement tous les pays étant touchés par ce fléau. En Afrique du Nord, certains gouvernements sont sous la menace d'attaques par des extrémistes. Dans d'autres parties de la région, des guerres civiles se déroulent dans un certain nombre de pays et dans d'autres la situation demeure instable.

22. Un autre élément défavorable est la récession dans les économies industrialisées, particulièrement les pays de la CE qui sont les principaux partenaires de la région. Cela se reflète dans la faiblesse de la demande des exportations africaines ainsi que dans la réduction ou la stagnation des flux de ressources. De plus en plus, les donateurs européens traditionnels se montrent nettement réticents à poursuivre l'aide à la coopération comme auparavant et de plus en plus de nouvelles conditionnalités sont attachées à l'aide. En plus de ce qui précède, il semble que bien que les perspectives de récoltes soient généralement meilleures et les besoins d'aide alimentaires moins importants, une dangereuse situation soit en train de se créer dans la Corne de l'Afrique du fait de la sécheresse tandis que des pays comme le Burundi, le Rwanda, l'Angola, le Mozambique et la Sierra Leone sont menacés par la famine. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à ce que la croissance de la production dépasse les 3% et elle sera probablement de l'ordre de 2, -2,5%.

23. C'est là évidemment une perspective décourageante qui requiert des mesures urgentes et adéquates de la part des gouvernements africains. Alors que la région marque le pas, d'autres régions du monde progressent rapidement et dans les pays avancés, des changements majeurs s'opèrent, tels que la formation des blocs commerciaux de la CE et de la NAFTA. Le PIB de l'Afrique est à peine supérieur à celui de la Belgique et ses exportations sont moins importantes que celles de la Corée du Sud. Par conséquent, les pays africains devraient, au moins, créer des marchés sous-régionaux s'ils veulent éviter la "marginalisation" tant redoutée de la région.